



Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël,

LA COMPLICITÉ DES GRANDES PUISSANCES

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des

États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Plus nombreux contre le patron

Cela fait un an que les trois bureaux sont réunis. Nous entasser, ça rapporte à La Poste !

Mais celle-ci pourrait bien s'en mordre les doigts, car une réorg des plateaux 11 et 12 serait prévue pour octobre 2025 : alors le mieux que nous ayons à faire est d'être tous unis contre les attaques de la direction.

Grande liquidation ?

À peine sortis des vacances d'été, les chefs viennent nous mettre la pression. Il faudrait poser tous nos congés avant la fin d'année. Même les RE et BONI pas encore crédités, il faudrait déjà les prendre. Et uniquement quand ça arrange La Poste qui plus est ! Même chose pour les congés seniors.

Nos congés ne doivent pas être au bon vouloir de la direction, mais à des dates qui nous conviennent à nous.

Emplois non fournis

La Poste a fermé le service qui livrait les fournitures dans les bureaux. Résultat : les manuts et chauffeurs récupèrent cet énorme boulot.

Bien sûr le personnel n'a pas été transféré avec l'activité, alors que le sous-effectif était déjà patent ici. Les profits de La Poste se font sur notre dos au sens propre comme figuré.

C'est quand la Saint-Glinglin ?

Les préparateurs du 12^e travaillent depuis un an sous l'escalier. Poussière et bruit sont leur lot quotidien. La direction a organisé une réunion et promet d'y réfléchir...

En quête... d'augmentation ?

Depuis une semaine, l'encadrement nous met la pression pour que nous répondions à l'enquête de satisfaction de La Poste, petits croissants à l'appui.

Sérieusement, qui croit que La Poste s'intéresse à notre avis ? D'ailleurs, aucune question n'est posée sur quelle augmentation par mois nous avons besoin pour vivre décemment !

Derrière les milliards, l'austérité

L'État va supprimer 50 millions d'euros sur les 160 destinés à maintenir les services postaux sur le territoire. Cela va servir de prétexte à La Poste pour de nouvelles fermetures de guichets (dont certains n'existent plus que parce que les communes payent), alors que La Poste fait des centaines de millions de bénéfices chaque année. C'est dans la même veine que les fermetures d'écoles, de lignes de TER ou de services de santé pour les classes populaires.

Et pas un mot sur ce que deviendraient les collègues !

Pas aux travailleurs de payer !

Après avoir bien lessivé des milliers de travailleurs et de travailleuses à livrer des prospectus pour une bouchée de pain, le patron de Milee (ex-Adrexo) laisse 10 000 d'entre eux dans la galère.

L'entreprise, déclarée en faillite, n'a versé les salaires d'août que fin septembre et ceux de septembre sont annoncés pour décembre. Encore trois mois non seulement sans salaire... mais en plus sans le papier de solde de tout compte qui permet de reprendre un emploi ou toucher le chômage !

Cerise sur le gâteau, leur mutuelle s'arrêtera en fin d'année sans portabilité, car le patron n'a pas reversé les cotisations. Pendant ce temps, le patron s'en lave les mains.

Martinique : l'État au secours des profiteurs

La lutte contre la vie chère se poursuit en Martinique. L'envoi de CRS en renfort dans l'île ne suffit pas à étouffer la révolte, alors le gouvernement propose ses mesures à lui : subventionner à coup d'argent public les entreprises de fret qui livrent les marchandises par bateau dans l'île. Cela revient à donner encore plus d'argent à la CMA-CGM, dont le patron est déjà la huitième fortune de France !

Les travailleurs, eux, réclament des salaires à 2 000 euros minimum et dénoncent les surprofits des transporteurs et de la grande distribution.

Dettes et déficits : et si on parlait de l'argent versé au patronat ?

En cette période de bouclage du budget, tous les commentateurs reprennent en chœur le refrain du gouvernement sur les déficits trop importants, sur la dette qui se creuse. Mais il n'est jamais question des milliards versés au patronat.

Cela représente pourtant 80 milliards d'exonérations par an, dont 45 milliards pour l'exonération des cotisations patronales sur les petits salaires. De l'argent, il y en a, encore faut-il aller le chercher là où il se niche !

Autriche : l'extrême droite en tête

L'extrême droite autrichienne, le FPÖ, a remporté les élections législatives avec plus de 29 % des voix. Son dirigeant, Herbert Kickl, se fait appeler « chancelier du peuple », titre utilisé par Hitler. Tout un programme !

Comme en France, le FPÖ fait principalement campagne contre les immigrés, pour mieux servir la bourgeoisie. Après l'Italie, les Pays-Bas, la France, et dans une moindre mesure le Royaume-Uni et l'Allemagne, son succès doit être perçu comme un danger pour tous les travailleurs.